

Interpellation des habitants relative au soutien à la Palestine.

Le représentant des habitants donne lecture du texte suivant :

De vertegenwoordiger van de bewoners leest de volgende tekst voor:

Le 19 mai 2025, la Maison communale d'Anderlecht a hissé le drapeau palestinien. Nous l'avons vu. Et nous avons voulu y répondre par un geste politique fort : remercier, soutenir, encourager.

Oui, au départ, nous avons déposé cette interpellation citoyenne pour exprimer notre reconnaissance. Car, dans ce contexte d'étouffement de la parole palestinienne, de censure, de criminalisation de la solidarité, ce geste avait une portée immense.

Mais ce drapeau a été retiré. Silencieusement. Et ce retrait a tout changé. Il a transformé notre reconnaissance en indignation. Il a ravivé notre exigence de justice. Et il a renforcé notre volonté de venir, ce soir, vous parler : collectivement, publiquement, calmement mais fermement.

Car ce qui est en jeu, ce n'est pas un drapeau. Ce n'est pas un protocole. Ce n'est pas une querelle partisane. Ce qui est en jeu, c'est la dignité d'un peuple en train d'être exterminé.

Depuis plus de 19 mois, l'armée israélienne a tué plus de 56.000 Palestiniens, majoritairement des civils, tués dans la bande de Gaza dans la campagne militaire israéliennes dont plus de 50 % sont des enfants. Elle bombarde les hôpitaux, affame les civils, empêche l'aide humanitaire, attaque les convois médicaux, détruit les infrastructures vitales. Gaza est devenu un cimetière à ciel ouvert.

Le 2 mars 2025, le gouvernement israélien a bloqué toute aide humanitaire. Les Palestiniens meurent de faim. À Rafah, à Khan Younis, à Jabaliya, ce sont des enfants retrouvés calcinés dans les bras de leurs parents. Ce sont des nouveau-nés morts faute d'oxygène. Ce sont des mères qui doivent écrire le nom de leurs enfants au marqueur sur leur peau, pour pouvoir les identifier après un bombardement. C'est cela, aujourd'hui, la réalité palestinienne.

À Anderlecht aussi, la douleur est palpable. Nous ne sommes pas des observateurs lointains. Nous sommes ici : à Cureghem, à Scheut, à La Roue, à Saint-Guidon, à Veeweyde, au Peterbos. Et dans nos quartiers, la douleur est tangible. Elle se voit dans les visages, elle se devine dans les silences. Elle est là, chez nos voisins, nos collègues, nos élèves, nos enfants. Elle est là, dans les nouvelles qui tombent chaque jour, dans la peur, dans l'impuissance. Et elle est là, aussi, dans le silence des institutions. Et ce n'est plus une guerre. Ce n'est plus un "conflit". C'est un génocide en cours.

La Belgique, en tant que signataire de la Convention sur le génocide de 1948, a l'obligation de prévenir et de faire cesser de tels crimes, de ne pas y contribuer, et de coopérer à la justice internationale. L'Union européenne, qui maintient son accord d'association avec Israël malgré les violations graves des droits humains, est complice. Le silence de nos institutions locales participe à cette complicité.

Mais nous parlons au nom des familles palestiniennes qui vivent ici, des enfants qui pleurent leurs proches restés sous les décombres de Gaza, des jeunes qui grandissent dans l'ombre du génocide, avec la honte d'un monde qui regarde ailleurs.

Nous parlons au nom des habitant•es d'Anderlecht qui refusent la complicité. La complicité par l'inaction. La complicité par le commerce. La complicité par le silence. La complicité par la frilosité électorale.

Nous sommes une commune populaire, diverse, jeune, multiculturelle, antiraciste. Et nous refusons de rester les bras croisés pendant que des enfants sont brûlés vifs, pendant que des familles entières sont rayées de la carte, pendant que le peuple palestinien est effacé sous nos yeux.

Mais la politique étrangère n'est pas de votre compétence, nous dira-t-on. Ce n'est pas notre domaine, diront certains élus. Nous entendons cet argument. Mais nous le refusons.

Car ce que nous vous demandons ici n'est pas de mener une guerre diplomatique, mais de prendre position avec éthique et courage, comme de nombreuses communes l'ont déjà fait. Pourtant, les communes ont un rôle à jouer. La politique étrangère n'est pas de leur compétence directe, mais leur positionnement éthique et politique est crucial. Marseille s'apprête à se jumeler avec une ville palestinienne. Bari, Bologne, la région des Pouilles ont suspendu toute coopération avec Israël.

Pourquoi pas Anderlecht ?

Notre commune a déjà affirmé son engagement : en 2021 par une motion claire, en 2022 par une mission officielle en Palestine. Ce n'est pas le moment de reculer. Contre le génocide, les symboles ne suffisent pas. Il faut des actes politiques. Le drapeau, ce n'est pas une fin en soi. C'est un minimum.

Un premier pas, qui ne peut masquer l'inaction politique généralisée des autorités locales et fédérales belges, y compris dans nos communes dites "progressistes".

Nous ne pouvons pas nous contenter d'un bout de tissu suspendu à l'hôtel de ville.

Car en parallèle :

– La Belgique continue de commercer avec Israël, y compris en matière d'armement via le port d'Anvers ;

– Des institutions bruxelloises collaborent avec des entreprises israéliennes impliquées dans l'oppression du peuple palestinien (surveillance, cybersécurité, militarisation urbaine) ;

- Les Palestinien•nes de Bruxelles, et notamment d'Anderlecht, sont invisibilisé•es, non reconnu•es, non soutenu•es, alors même qu'ils et elles vivent une guerre de l'intérieur, un deuil permanent, un exil étouffant.

Un drapeau ne soigne pas les enfants brûlés au phosphore. Un drapeau ne reconstruit pas les écoles détruites. Un drapeau ne ramène pas les milliers de morts de Rafah, de Khan Younès, de Gaza-ville. Un drapeau, c'est un symbole. Et aujourd'hui, face à un génocide en direct, les symboles ne suffisent plus. Nous avons besoin de décisions courageuses, de ruptures concrètes, de mesures politiques locales et immédiates.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous formulons les revendications citoyennes suivantes :

Nous demandons à la Commune d'Anderlecht : sortez de l'hypocrisie symbolique. Nous exigeons des mesures politiques concrètes, comme cela a été fait ailleurs en Europe, comme à Bari et dans les Pouilles (Italie), où les institutions locales ont rompu tout lien avec Israël dans un acte de solidarité active et assumée avec le peuple palestinien.

Nos revendications :

1. Le rétablissement immédiat et permanent du drapeau palestinien sur la façade de la maison communale, comme signe d'engagement public, continu, contre le génocide et l'apartheid.
2. La relance du processus de jumelage entre Anderlecht et la ville de Gaza, comme engagement de solidarité institutionnelle, de coopération populaire, de mémoire active.
3. La mise en place d'un fonds communal de solidarité pour la Palestine, en soutien à des ONG médicales et humanitaires, à des centres culturels et éducatifs palestiniens, notamment ceux dédiés aux enfants.
4. La création d'une cellule communale d'accueil pour les Palestinien•nes vivant à Anderlecht, comme cela a été fait pour les Ukrainien•nes en 2022, avec un soutien en logement, santé mentale, droits sociaux.
5. Un soutien psychologique communautaire adapté, incluant des professionnel•les formé•es à la réalité du trauma colonial, post-génocidaire et diasporique.
6. Un lieu de mémoire et de parole dédié à la Nakba et à la mémoire palestinienne.
7. L'organisation d'une journée annuelle pour la Palestine à Anderlecht, en collaboration avec les écoles, associations et citoyen•nes, pour construire une mémoire collective anticoloniale et pédagogique.
8. L'adoption d'une déclaration officielle du Conseil communal condamnant les crimes de guerre israéliens, reconnaissant les caractéristiques génocidaires de la campagne militaire à Gaza, et appelant à la fin de l'impunité internationale.
9. La mise en place d'une politique d'achats publics éthiques (EPP), permettant d'exclure des appels d'offres toute entreprise complice de violations graves des droits humains, notamment celles impliquées dans la colonisation israélienne ou l'industrie de guerre.
10. La fin de toute collaboration communale avec des institutions ou entreprises liées à l'armée israélienne ou aux colonies.
11. Un audit public des contrats ou collaborations existants, avec publication des résultats.

12. La suspension des éventuels jumelages avec des villes israéliennes, jusqu'à la fin de l'apartheid et du nettoyage ethnique.
13. Le soutien explicite à la plainte portée par l'Afrique du Sud à la CIJ, et à toute initiative diplomatique et judiciaire visant à faire cesser le génocide en cours.
14. L'envoi d'une délégation officielle d'élu•es d'Anderlecht à Gaza, dès que les conditions de sécurité le permettent, afin de témoigner, documenter, relayer la parole palestinienne ici.
15. Une politique locale d'éducation décoloniale et antiraciste, intégrant la question palestinienne dans les activités pédagogiques et culturelles, notamment dans les bibliothèques, les écoles, les maisons de jeunes.
16. Le soutien aux associations antiracistes, décoloniales, et propalestiniennes locales.
17. La garantie de non-répression des militant•es pour la Palestine sur le territoire communal.

Trop tard, mais pas trop tôt pour agir vraiment. En suspendant un drapeau à la façade de la commune, Anderlecht reconnaît symboliquement la légitimité de la lutte du peuple palestinien. Mais la légitimité n'a jamais été notre problème : ce sont les bombes, l'apartheid, le nettoyage ethnique. Et face à cela, les symboles sont creux s'ils ne s'accompagnent pas de ruptures concrètes avec les régimes de domination.

Ces demandes ne sont pas radicales. Elles sont humaines. Elles sont conformes au droit international. Elles sont cohérentes avec les valeurs que notre commune proclame.

Nous, citoyen•nes d'Anderlecht, refusons d'être complices. Nous exigeons que notre commune prenne position. Nous attendons vos actes. Car l'histoire est en marche. Et elle regarde. Le génocide à Gaza est documenté. L'apartheid israélien est reconnu. La complicité internationale est massive. Chacune de nos institutions devra, un jour, répondre à cette question : « Qu'avez-vous fait ? ».

Dans quelques années, quand on interrogera les archives communales, quand on scrutera les procès-verbaux des conseils, quand on écrira les chroniques de ce moment tragique pour l'humanité, on lira que la commune d'Anderlecht a hissé un drapeau. Mais que lira-on d'autre ?

Aura-t-on le souvenir d'une commune qui a rompu tout lien avec Israël, comme à Bari ou dans les Pouilles ? Aura-t-on le souvenir d'une commune qui a ouvert une cellule de soutien pour les Palestinien•nes de Bruxelles, comme on l'a fait pour les Ukrainien•nes ? Aura-t-on le souvenir d'une commune qui a eu le courage de dire non, même seule, même contre les injonctions racistes et colonialistes venues de plus haut ? Ou bien lira-t-on que ce drapeau n'était qu'un chiffon rouge agité pour calmer les consciences ? Un signal creux, sans suite, sans courage politique, sans conséquences ?

Ce soir, nous vous demandons une chose simple :

Regardez-nous dans les yeux. Regardez vos habitant•es. Regardez les enfants de cette commune. Et dites-nous : quel camp choisissez-vous ? Nous ne voulons pas que la commune d'Anderlecht soit du mauvais côté de l'histoire. Nous voulons pouvoir dire, dans dix ans, dans vingt ans : « Notre commune n'a pas détourné les yeux. Elle a agi. Elle a résisté. Elle a été humaine. »

Mais si vous ne le faites pas, si vous choisissez les demi-mesures, le confort, le silence, sachez que nous, habitant•es d'Anderlecht, nous ne vous suivrons pas dans cette voie. Nous continuerons à dire :

Pas en notre nom.

Pas avec nos taxes.

Pas avec notre silence.

Pas avec notre complicité.

Nous vous rappelons notre droit.

Notre droit, en tant que citoyen•nes, de vous interpeller.

Notre droit, en tant que contribuables, d'exiger une politique éthique. Notre devoir, en tant qu'humains, de ne pas détourner les yeux.

Et notre droit, aussi, en vertu de la Constitution belge et des traités internationaux, de demander à nos institutions de ne pas être complices de violations graves du droit international.

En conclusion, nous ne sommes pas venus faire la morale. Nous sommes venus vous tendre un miroir.

Et dans ce miroir, il y a :

des enfants sans jambes et sans bras,

des familles sous les décombres,

des artistes réduits au silence,

des femmes mutilées,

et un peuple qui meurt.

Dans ce miroir, il y a aussi vos responsabilités. Vos silences. Vos choix.

Nous sommes venus vous le dire, calmement, mais fermement : nous sommes habitant•es d'Anderlecht. Et nous ne voulons pas être complices.

Merci de nous avoir écoutés.

Nous attendons vos actes.

Merci, Anderlecht.

Maintenant, faites le choix du courage.